

Beauvais, le 02 avril 2024

Unité Départementale de l'Oise
Équipe 3
283, rue de Clermont
Z.A. La Vatine
60000 Beauvais

Affaire suivie par : Carla NONIS
Tél : 03 44 10 54 31
carla.nonis@developpement-durable.gouv.fr

N/REF. : IC-R/0116/24-CN

N° AIOT : 0005106630

OBJET : **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**
 Société SUEZ ORGANIQUE, site d'ERMENONVILLE
 Dossiers de porter-à-connaissance

REF. : Dossiers de porter à connaissance pour les projets de mise en place d'une tour de lavage
 (transmis en date du 17 décembre 2021), de construction et de l'exploitation d'un bâtiment de
 compostage de boues (transmis en date du 29 juillet 2022) et de mise en place de panneaux
 photovoltaïques en toiture (transmis en date du 31 janvier 2023)

ANNEXE : 1. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à Madame la Préfète de l'Oise

Par courriers visés ci-dessus, la société Suez Organique a transmis à Madame la Préfète de l'Oise trois dossiers de porter-à-connaissance relatifs à des projets de mise en place d'une tour de lavage en amont du biofiltre visant à se conformer à la meilleure technique disponible (MTD) 34, de construction et d'exploitation d'un bâtiment de compostage de boues et de mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ces projets de modification et propose les suites à donner.

1. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA DEMANDE

1.1 - Renseignements généraux

Raison sociale SUEZ ORGANIQUE
Forme juridique SAS
Adresse du siège social 38 avenue Jean Jaurès, 78440, GARGENVILLE
Adresse des installations Lieu-dit La Râperie – RN 330, 60950, ERMENONVILLE
N° SIRET 34530688000203
Interlocuteur M. LEFEBVRE Damien, Responsable du site
..... damien.lefebvre@suez.com
..... 0630945662

1.2 – Description de l'activité et situation administrative

La société Suez Organique est implantée sur le territoire de la commune d'Ermenonville, au bord de la RN330 au lieu-dit « La Râperie ». L'établissement est implanté à environ 2 km des premières habitations de chacune des communes de Montigny-Sainte-Félicité, Ermenonville, Le Plessis Belleville et Eve.

Le site comporte des installations de compostage de déchets verts et de boues de stations d'épuration des eaux urbaines. La capacité annuelle de traitement de la plate-forme de compostage d'Ermenonville est la suivante :

- 18 000 tonnes de boues urbaines et industrielles et de cendres de chaufferies bois ;
- 20 000 tonnes de déchets verts ;
- 1 000 à 1 200 tonnes de palettes ;
- 1 500 à 2 000 tonnes de bois issus des déchetteries.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par les actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 autorisant Terralys à exploiter une plate-forme de compostage et de stockage de fertilisants organiques sur le territoire de la commune d'Ermenonville ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2014 fixant le montant de référence des garanties financières ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2016 encadrant les améliorations techniques en vue de réduire les nuisances olfactives du site ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 15 novembre 2016 donnant récépissé à la déclaration de changement d'exploitant au bénéfice de la société Suez Organique ;
- a
- arrêté préfectoral complémentaire du 12 décembre 2017 visant à réduire les nuisances olfactives du site ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2018 encadrant les améliorations techniques en vue de réduire les nuisances olfactives du site ;
- donner acte du 01 février 2023.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables à l'installation, et plus particulièrement les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3532 Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...] qui sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

2. CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE D'UNE DEMANDE DE MODIFICATION

La procédure d'instruction d'une demande de modification d'un établissement soumis à autorisation environnementale au titre du 2° de l'article L. 181-1 du Code de l'environnement s'inscrit dans le cadre réglementaire des articles L.122-1-IV, L.181-14, R.181-46, R.122-2-II de ce même Code.

Le cadre réglementaire dans lequel s'inscrivent les modifications apportées à des ICPE soumises à autorisation est défini par l'article L. 181-14 du Code de l'environnement :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement :

« Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Pour les installations classées Seveso seuil haut ou bas :

« 1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :

a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46-II du Code de l'environnement rappelées ci-après :

« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »

Ainsi, si l'exploitant considère ses modifications comme substantielles, il transmet à l'administration une nouvelle demande d'autorisation.

S'il considère ses modifications comme notables, il transmet, avant sa réalisation, un porter-à-connaissance comprenant tous les éléments d'appréciation. L'examen par l'inspection des installations classées va consister à vérifier que la modification n'est pas substantielle et si le cadre prescriptif doit être modifié.

3. PRÉSENTATION DES MODIFICATIONS SOLLICITÉES

3.1. Modifications des installations du site

L'exploitant sollicite les modifications des installations suivantes :

- la mise en place d'une tour de lavage des effluents en amont du biofiltre
- la construction et l'exploitation d'un bâtiment de compostage de boues ;
- la mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture.

3.1.1. Mise en place d'une tour de lavage en amont du biofiltre visant à se conformer à la MTD 34.

Le site dispose de 18 casiers de fermentation dont 10 sont actuellement équipés d'une couverture mobile. L'air ambiant présent entre les andains de fermentation et la toiture mobile est aspiré puis dirigé vers un biofiltre.

Le projet consiste à venir intercaler, entre l'aspiration dans les casiers et le biofiltre, une tour de lavage, dans l'objectif de se conformer à la MTD 34 du BREF WT, en réduisant les émissions de composés odorants résultant du traitement biologique des déchets, pour respecter la concentration limite en NH_3 (ammoniac) de 20 mg/Nm^3 . Une partie des gaines actuelles a été déposée pour insérer la tour de lavage. Aucun ventilateur supplémentaire n'est nécessaire.



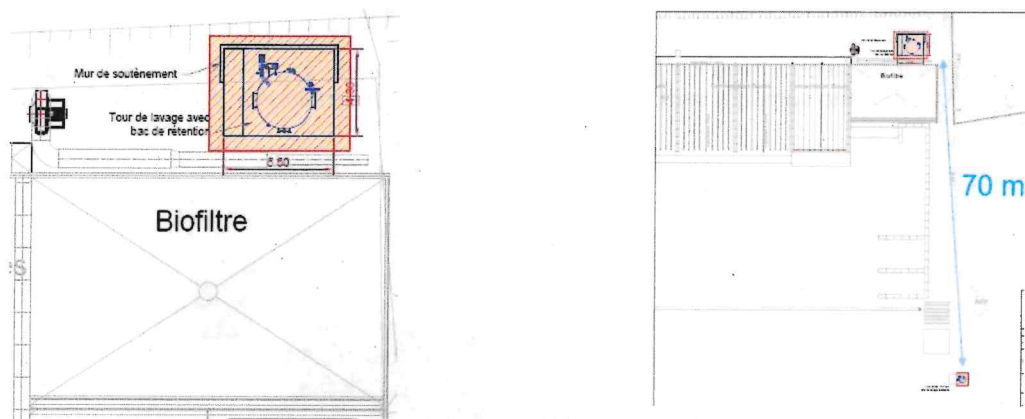
Figure 1: Vue aérienne présentant la localisation de la tour de lavage

La tour de lavage consiste en un cylindre en PEHD de 8,00 m de haut et de 2,20 m de diamètre à travers lequel circule l'air à traiter (de bas en haut). À la sortie de la tour, l'air est directement dirigé vers le biofiltre et s'échappe par sa cheminée. Une solution d'eau et d'acide sulfurique en recirculation est pulvérisée au sein de ce cylindre. L'acide présent dans cette solution réagit avec le NH_3 de l'air et permet de limiter sa concentration à une valeur inférieure à 20 mg/Nm^3 . L'injection de l'acide est asservie à une valeur de pH de la solution.

Pour des questions d'accès, la zone de dépotage et de stockage du réactif a été déportée près du poste de relevage.

Deux douches de sécurité ont été installées : une au niveau de la tour de lavage et une autre au niveau du stockage de l'acide.

Le principe d'implantation est présenté ci-dessous :

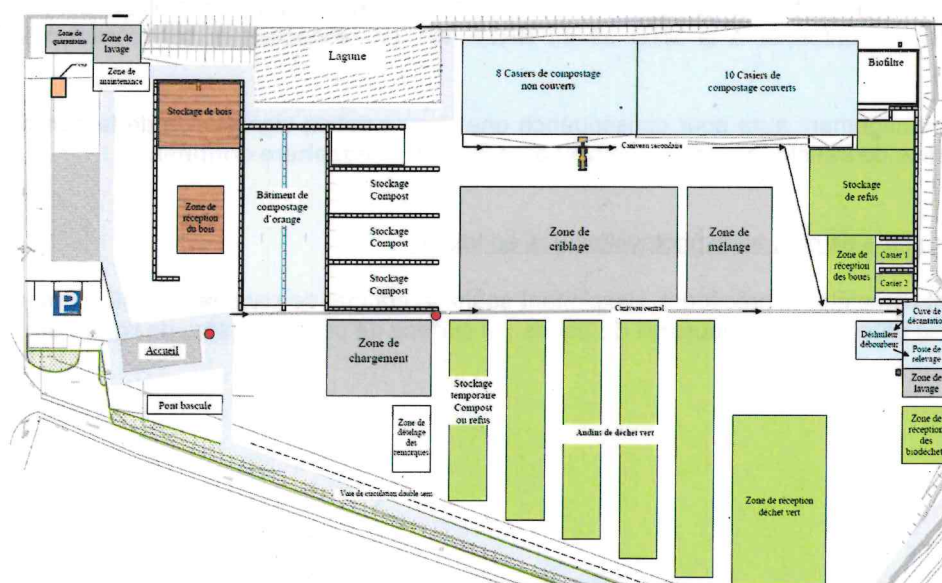


Le fonctionnement de cette unité de lavage génère annuellement environ 700 m³ de sulfate d'ammonium d'intérêt agronomique dont les caractéristiques permettent un épandage dans le cadre de l'autorisation d'épandage liée à la plateforme.

3.1.2. Construction et exploitation d'un bâtiment de compostage de boues.

Suite à la Loi de Transition Énergétique votée en août 2015 qui prévoit la généralisation du tri à la source des biodéchets aux ménages, la société Suez Organique envisage de créer une activité de compostage de biodéchets. Pour ce faire, elle souhaite aménager son site d'Ermenonville et y créer une capacité de traitement de ces biodéchets. L'exploitant indique que « le site d'Ermenonville restera avec une capacité de production bien inférieure à son autorisation ». Cette activité de compostage est déjà autorisée sur ce site, au titre de la rubrique 2780-2.

Actuellement, le site dispose de 18 casiers de fermentation. Ces 18 casiers sont utilisés pour y composter des boues de station d'épuration en mélange avec des déchets verts. Le reliquat de déchets verts non utilisés pour le compostage des boues est composté à l'air libre.

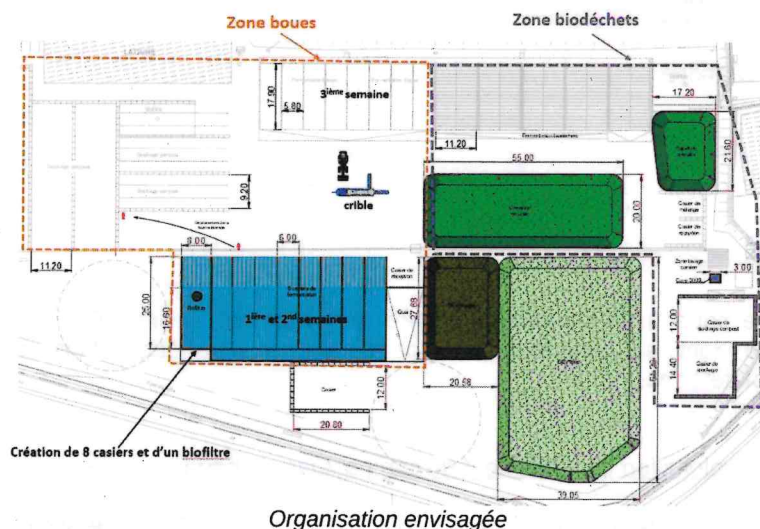


Organisation avant construction du bâtiment

Afin de limiter l'impact olfactif sur l'environnement et de garantir le respect des règles d'hygiènes imposées par l'agrément sanitaire, l'exploitant projette d'utiliser les 10 premiers casiers couverts pour y composter des biodéchets mélangés aux déchets verts.

De ce fait, pour ne pas réduire le volume de boues traitées et garantir leur compostage dans un espace confiné, l'exploitant projette également la création d'un bâtiment de compostage de boues.

Ce bâtiment aura pour vocation à recevoir les deux premières semaines de fermentation à l'image des casiers couverts actuels. La troisième semaine sera toujours réalisée sur les 8 casiers non couverts au nord du site.



Le bâtiment fera près de 1 600 m² et sera en bois et bac acier.

Chaque zone disposera de sa zone de réception, de sa zone de mélange et de sa zone de stockage de composts.

Le bâtiment sera clos : chaque casier disposera d'une porte coulissante dont l'ouverture permettra l'entrée des engins, le remplissage et le vidage des casiers.

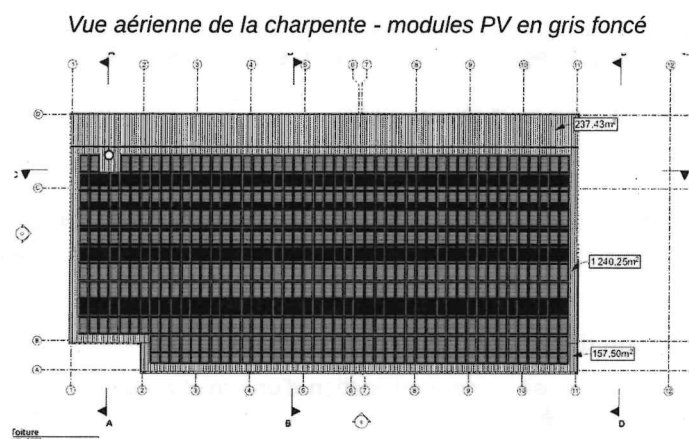
Le bâtiment disposera d'un système de ventilation afin d'améliorer les processus de fermentation.

L'air ambiant du bâtiment sera capté en toiture avant d'être dirigé vers un biofiltre dont les performances permettront de se conformer à la MTD 34 du BREF WT en respectant la concentration limite en NH₃ de 20 mg/Nm³.

Ce projet d'aménagement aura pour conséquence une augmentation significative de la part des déchets verts dont le processus de transformation en compost aura lieu en **atmosphère confinée**.

3.1.3. Mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture.

Ce projet vient compléter le précédent. L'exploitant souhaite équiper de panneaux photovoltaïques une partie du toit du nouveau bâtiment de compostage de boues : la surface de panneaux sera de l'ordre de 1 250 m².



3.2. Modifications dans le tableau de classement ICPE

Les projets n'entraînent aucune modification des rubriques de classement ICPE du site, ni d'évolution du régime de classement déjà autorisé. Il n'y a pas non plus de modifications des caractéristiques associées aux rubriques. Les projets n'entraînent aucune modification des rubriques de classement IOTA.

4. EXAMEN DES MODIFICATIONS

4.1. Existence d'une extension

Les informations recueillies au paragraphe 3 permettent de caractériser la modification comme une extension au sens de l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

Oui	Non
	X

4.2. Analyse de l'évolution de la situation administrative et nouveau tableau de classement

4.2.1 Nouveau régime de classement

Le site est actuellement sous le régime de l'autorisation.

La modification n'engendre pas de changement du classement au titre de la nomenclature ICPE (cf. point 3.2).

4.2.2 Classement au titre du régime Seveso

Le site n'est pas classé Seveso Seuil Haut ou Seuil Bas.

4.2.3 Directive IED

L'établissement est classé sous la rubrique 3532 – Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes [...].

En application de l'article R. 515-71-1 du Code de l'environnement, 'exploitant a remis un dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets (BREF WT — Waste Treatment) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018.

Le respect de ces MTD est applicable à l'exploitation des installations depuis le 17 août 2022, comme les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Un donné acte a été signé en ce sens le 01 février 2023.

4.2.4 Nouveaux arrêtés ministériels applicables au vu des évolutions de classement

Il n'y a pas d'évolution de classement, donc pas de prescription ministérielle supplémentaire.

4.3. Mécanisme d'actualisation de l'étude d'impact d'un projet

Au sens de l'article L.122-1-1-III, il s'agit d'une modification d'un projet au sens de l'évaluation environnementale si les trois conditions suivantes sont réunies :

- le projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale (c'est le cas si le projet date d'après 2016) ;
- les incidences du projet sont déjà prises en compte dans l'étude d'impact initiale ;
- l'exploitant transmet une actualisation de l'étude d'impact (articles L.122-1-1 et L.181-10 du Code de l'environnement).

Cette modification est traitée au sein d'une procédure d'autorisation environnementale avec une actualisation de l'étude d'impact, et non plus comme une évaluation environnementale en tant que telle.

	Oui	Non
Le mécanisme d'actualisation de l'étude d'impact est sollicité par le pétitionnaire		X

4.4. Analyse du caractère substantiel des modifications au regard des critères soumettant le projet à évaluation environnementale

4.4.1 Évaluation environnementale systématique

Dans le cas où la modification est une extension :

	Oui	Non
En référence au tableau de nomenclature annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, l'extension dépasse un seuil « systématique »		X

Il convient d'examiner d'autres critères pour se positionner sur la procédure applicable.

4.4.2 Évaluation environnementale au cas par cas

Dans le cas où la modification est une extension :

	Oui	Non
En référence au tableau de nomenclature annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, l'extension dépasse un seuil « cas par cas »		X

	Oui	Non
Le cas par cas a été sollicité par l'exploitant auprès de la Préfète de l'Oise.		X
Une étude d'impact est nécessaire.		X

Il convient d'examiner d'autres critères pour se positionner sur la procédure applicable.

4.5. Analyse du caractère substantiel des modifications au regard des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement

Cette partie vise à examiner le caractère substantiel de la modification au titre de l'article R.181-46-I-3° du Code de l'environnement. L'évaluation des dangers et inconvénients doit être conduite avec comme référence la dernière situation ayant donné lieu à une consultation du public.

4.5.1 Impact sur l'environnement

Analyse du pétitionnaire :

Sol/Sous-Sol :

Projet de la tour de lavage :

- la tour est installée sur rétention afin de contenir l'ensemble du bain de lavage en cas de fuite, ceci afin d'éviter tout déversement accidentel dans le milieu ;
- la cuve de stockage de l'acide d'une capacité de 10 m³ est en double peau afin de prévenir toute fuite.

Rejet atmosphérique :

Projet de la tour de lavage :

- la création de la tour de lavage vise à réduire les émissions de NH₃.

Odeurs :

Projet de construction et exploitation d'un bâtiment de compostage de boues :

- les aménagements permettront de réduire de manière significative les émissions olfactives liées à la présence des déchets verts en maturation à l'extérieur.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Les rejets d'air process extrait par aspiration au niveau des parties basses des casiers font l'objet d'un traitement par un biofiltre. L'air convectif situé en partie haute des casiers couverts du bâtiment « Déchets verts » est également extrait par aspiration pour être traité par un biofiltre.

Les valeurs mesurées en 2018 concernant la concentration d'odeurs en sortie du biofiltre, associé aux casiers couverts après la réalisation des travaux, étaient nettement au-dessus de la concentration limite de 500 ouE/Nm³.

Toutefois, l'exploitant avait choisi, cela étant possible, de surveiller à la place des concentrations d'odeurs, les concentrations de NH₃ (ammoniac) et de H₂S (sulfure d'hydrogène).

Un nouveau rapport de mesures du 11 avril 2019 a montré qu'au niveau du biofiltre des boues de station d'épuration, la concentration en NH₃ était fortement supérieure à la NEA-MTD et que la concentration en H₂S au niveau du biofiltre des agrumes était située au-dessus du seuil de perception.

Le renforcement du traitement du biofiltre est donc apparu comme incontournable pour que la concentration en NH₃ devienne inférieure aux NEA-MTD ([NH₃] inférieure ou égale à 20 mg/Nm³). Une tour de lavage a donc été installée en juillet 2022 en amont du biofiltre.

Les impacts identifiés ont un effet bénéfique sur l'environnement : diminution des nuisances olfactives, diminutions des émissions de NH₃.

4.5.2 Dangers

Analyse du pétitionnaire :

Risque incendie :

Projet de toiture photovoltaïque :

- une voie de circulation est prévue tout autour du bâtiment permettant l'accès en tout point du bâtiment ;
- les panneaux photovoltaïques seront installés au-dessus de la toiture, ils ne seront pas en contact avec l'atmosphère du bâtiment ;
- un espace de 90 cm sera conservé sans panneaux en périphérie de la toiture ;
- les onduleurs seront stockés à part, dans un local ventilé et REI 60. Ceci permettra d'éviter toute propagation du feu en cas d'incendie ;

- un système de déconnexion des panneaux, clairement identifié et facilement manipulable par tous, sera mis en place afin de supprimer tout risque d'électrocution par le personnel qui serait amené à combattre un feu en toiture par aspersion d'eau (cf article 38 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) ;
- les panneaux auront les mêmes performances de résistance au feu que la toiture seule ;
- l'installation répondra à la classification BROOF T3 ;
- afin de faciliter l'intervention des secours, une signalétique spécifique sera mise en place sur le site aussi bien au niveau du portail d'accès, du bureau que du bâtiment en tant que tel afin d'informer sur la présence de cellules photovoltaïques et de localiser facilement les onduleurs et le système de déconnexion de la toiture. Le plan du site sera mis à jour. Les pictogrammes du guide pratique UTE C15-712-1 de juillet 2013 relatif aux installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution seront utilisés ;
- une procédure de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque sera définie (actionnement des dispositifs de coupure) ;
- une procédure de contrôle annuel de l'installation et des organes de sécurité sera mise en place. Le résultat des contrôles sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque au sein d'une installation classée soumise à autorisation sont soumis aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, dans les conditions prévues à l'article 29 dudit arrêté.

L'exploitant a pris en compte ce texte et mettra en place plusieurs dispositions afin de réduire le risque incendie sur son site d'Ermenonville.

4.6. Détermination de la procédure applicable dans le cas général au vu de l'analyse des dangers et inconvénients

4.6.1 Cas sans marge d'appréciation

La modification correspond à l'un des cas ci-dessous :

Concernée	Critère
SO	(établissement seuil bas) La modification fait passer l'établissement de Seuil bas à Seuil haut.
SO	(établissement Seveso ou pas) Une nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population est impactée par des effets létaux. ET La modification est de nature à rendre applicable une nouvelle mesure d'urbanisation au sens du II b) de l'annexe 1 de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.
SO	(éoliennes) La hauteur d'au moins une éolienne augmente de plus de 50 %.
SO	(éoliennes) Un défrichement est envisagé alors qu'il est non prévu par l'autorisation initiale ou qu'il est en dehors du polygone constitué par les éoliennes.
SO	(rubriques 2760 et 2771) Une demande de traitement de déchets dangereux est formulée alors que l'installation est seulement autorisée à traiter des déchets non dangereux ou inertes.

Il convient d'examiner d'autres critères pour se positionner sur la procédure applicable.

4.6.2 Cas avec marge d'appréciation

La modification envisagée correspond à l'un des cas ci-dessous :

Concernée		Substantielle	Critère
Non	*		Nouvelle activité permanente relevant du régime de l'autorisation ICPE ?
Oui	*	Non	Modification (non mineure) de la nature des effluents épandus, dans le cas où l'installation est soumise à un plan d'épandage.
Non	*		Prolongation de plus de 2 ans de la durée d'exploitation autorisée d'une installation d'élimination de déchets ou d'une carrière.
Non			Augmentation « importante » des rejets de COV au sens de l'article 7 de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif à la rubrique 1978
Non			Augmentation de plus de 10 % de la capacité d'une activité déjà existante, ou augmentation de plus de 10 % des rejets en flux.
Non			Sensibilité particulière du milieu induisant la substantialité, même si les augmentations de la capacité d'une activité déjà existante ou des rejets en flux sont inférieures à 10 %.
SO			(Seveso) Conséquences importantes en cas d'accident sur des zones présentant un intérêt particulier ou ayant un caractère particulièrement sensible, situées à proximité.
Non			Evolution significative de l'origine des déchets dans une installation de traitement de déchets.
SO			(éoliennes) Augmentation de plus de 10 % de la hauteur d'au moins une éolienne.
SO			(éoliennes) Augmentation des nuisances sonores.
SO			(éoliennes) Augmentation des perturbations radar.
SO			(éoliennes) Implantation d'un mât en zone Natura 2000.
SO			(éoliennes) Déplacement d'un mât en dehors de la surface de survol des pales du mât préexistant.
			<p>Les effluents épandus intégreront le sulfate d'ammonium généré par le lavage d'air avec de l'eau acidifiée sans conséquence sur le plan d'épandage.</p> <p>Pour rappel, le sulfate d'ammonium est un engrais minéral azoté et soufré. De pH acide, il est stable et présente très peu de risques sanitaires. Les préconisations d'utilisation sont similaires à celles de solutions azotées. Le sulfate d'ammonium est intégré dans la norme des engrais minéraux NF U 42-001.</p>

La procédure applicable est la suivante :

X	6	<p>Modification notable avec un arrêté complémentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> sans consultation du public ;
---	---	---

4.7. Détermination de la procédure applicable dans le cadre du mécanisme d'actualisation de l'étude d'impact

4.7.1 La modification entre dans le périmètre de l'acte issu d'une autorisation environnementale

	Oui la modification est d'emblée substantielle	Non
L'examen ci-dessus a montré que l'extension dépasse un seuil « systématique »		X
et/ou		
La substantialité de la modification a été démontrée, car il s'agit d'un cas sans marge d'appréciation		X

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'examen global du dossier déposé par le pétitionnaire conduit à la procédure suivante :

Cas général :

	3	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation, avec évaluation environnementale et donc étude d'impact : <ul style="list-style-type: none">avec une enquête publique de 30 jours (L.123-9 1er alinéa) ;
	4-1	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation avec étude d'incidence : <ul style="list-style-type: none">avec une enquête publique de 15 jours (L.123-9 2^e alinéa) ;
	4-2	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation avec étude d'incidence : <ul style="list-style-type: none">avec une PPVE de 30 jours (article L.123-19) ;
	5	Modification notable avec un arrêté complémentaire : <ul style="list-style-type: none">avec une PPVE de 15 jours (article L. 123-19-2) ;
X	6	Modification notable avec un arrêté complémentaire : <ul style="list-style-type: none">sans consultation du public ;
	7	Modification notable avec une simple prise d'acte, sans arrêté complémentaire.

Au regard du dossier transmis par l'exploitant et de l'analyse synthétisée dans le présent rapport, il est proposé à Madame la Préfète de mettre en œuvre la procédure sélectionnée dans le tableau précédant.

Une consultation du CODERST n'est pas requise.

Rédacteur
L'ingénieur du ministère de l'écologie



Valideur

Nathalie ESTKOWSKI
nathalie.estkowski

Signature numérique de Nathalie
ESTKOWSKI nathalie.estkowski
Date : 2024.04.09 12:54:58 +02'00'

Adopté et transmis à la Direction Départementale des Territoires de l'Oise
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale de l'Oise,

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
modifiant l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010
autorisant la société SUEZ ORGANIQUE (Ex TERRALYS)
à exploiter des installations de compostage
située sur la commune d'ERMENONVILLE**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la Commission du 12 novembre 2019, notifiée sous le numéro C(2019) 7987, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de M^{me} Catherine SEGUIN, Préfète de l'Oise ;

Vu le décret du 25 août 2023 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de l'Oise (groupe II), sous-préfet de Beauvais - M. BOVET (Frédéric) ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment sa section V : dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque (articles 28 à 44) ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 15 novembre 2010 à la société TERRALYS à exploiter des installations de compostage sur le territoire de la commune d'Ermenonville ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2016 encadrant les améliorations techniques en vue de réduire les nuisances olfactives pour le site exploité par la société TERRALYS sur son site d'Ermenonville ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 décembre 2017 encadrant les améliorations techniques visant à réduire les nuisances olfactives du site de la société SUEZ ORGANIQUE ;

Vu le récépissé du 15 novembre 2016 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société SUEZ ORGANIQUE pour le site d'Ermenonville précité ;

Vu le porter à connaissance transmis le 11 mai 2018, complété le 18 mai 2018, par la société SUEZ ORGANIQUE proposant des aménagements en vue de réduire les nuisances olfactives du site ;

Vu la demande transmise par la société SUEZ ORGANIQUE le 17 décembre 2021 portant à la connaissance de Madame la Préfète la mise en place d'une tour de lavage en amont du biofiltre ;

Vu la demande transmise par la société SUEZ ORGANIQUE le 29 juillet 2022 portant à la connaissance de Madame la Préfète la construction et l'exploitation d'un bâtiment de compostage de boues ;

Vu la demande transmise par la société SUEZ ORGANIQUE le 31 janvier 2023 portant à la connaissance de Madame la Préfète la mise en place de panneaux photovoltaïques ;

Vu le rapport et les propositions du 24 avril 2018 de l'inspection des installations classées ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le [date] pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du [date] ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Vu l'absence d'actualisation de l'étude d'impact ;

Considérant ce qui suit :

1. le site relève, au titre de la Directive IED, de la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées : « Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : traitement biologique » et qu'en conséquence le site doit mettre en œuvre les Meilleures Techniques Disponibles lié au BREF WT considéré ;
2. la mise en place d'une tour de lavage des effluents atmosphériques permet de se conformer à la MTD 34 du BREF WT ;

3. elle permet également une diminution des nuisances olfactives et des émissions d'ammoniac
4. elle permet de respecter la valeur limite d'émission d'ammoniac de 20 mg/Nm³ prescrite dans le BREF WT (Waste Treatment) ;
5. les modifications apportées portent uniquement sur le gisement de matières entrantes. Le process, l'organisation générale du projet, la capacité de traitement en digestion ne sont pas modifiés ;
6. concernant la nouvelle typologie de déchets entrants :
 - il n'y a aucun impact sur le temps de séjour moyen puisque le tonnage des intrants n'évolue pas ;
 - il n'y a aucun impact sur le trafic routier car le tonnage des déchets intrants reste le même (569 tonnes par jour) ;
 - le traitement et la valorisation sur site d'intrants issus de la rubrique 2781-2 font l'objet d'un agrément sanitaire en application du règlement (CE) n° 1069/2009 et du règlement (UE) n° 142/2011 ;
7. le site d'Ermenonville reste avec une capacité de production bien inférieure à son autorisation (production annuelle maximale de compost : 31200 tonnes) ;
8. la situation administrative du site n'est pas modifiée ;
9. le projet ne modifie pas le plan d'épandage autorisé ;
10. l'exploitant respecte les dispositions de la section V (articles 28 à 44) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui encadre l'installation et l'exploitation de l'électricité photovoltaïque au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
11. aucune nuisance supplémentaire sur l'environnement n'est générée pouvant entraîner les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
12. la modification apportée aux installations n'est pas substantielle et n'est pas de nature à changer notablement les conditions d'exploitation réglementées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 ;
13. il convient toutefois de modifier certaines prescriptions notamment en matière d'aménagement des installations de compostage ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Oise.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – BÉNÉFICIAIRE

La société SUEZ ORGANIQUE, dont le siège social est situé 38 avenue Jean Jaurès, à GARGENVILLE (78440), autorisée à exploiter une plate-forme de compostage sur le territoire de la commune d'ERMENONVILLE à l'adresse suivante : lieu-dit « La Râperie », est tenue de respecter, dans le cadre

des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

<u>Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs</u>	<u>Références des articles dont les prescriptions sont modifiées</u>	<u>Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescription)</u>
Arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2010	Chapitre 1.5	Complété par l'article 3 ci-dessous
	Article 3.1	Complété par l'article 4 ci-dessous
	Article 3.4.2	Complété par l'article 5 ci-dessous

ARTICLE 3 – COMPLÉMENTS DE PRESCRIPTIONS

Le chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2010 est complété comme suit :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
03/10/02	Règlement (CE) n° 1774/2002 modifié établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine
22/04/08	Arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres de déchets
30/06/05	Arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
20/04/05	Décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
20/04/05	Arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses

02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

ARTICLE 4 – AMÉNAGEMENT DES INSTALLATIONS DE COMPOSTAGE

L'article 3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2010 est complété comme suit :

La plate-forme est composée :

- d'un revêtement en béton ou en enrobé pour les aires de fabrication et de stockage des déchets réceptionnés ;
- de deux bassins de rétention des eaux de ruissellement – lixiviats de la plate-forme de 2 500 m³ et de 1 800 m³ ;
- deux cuves pouvant servir pour le confinement des eaux d'extinction incendie de 250 m³ unitaire ;
- d'une réserve incendie de 800 m³ ;
- d'un local technique pour le personnel ;
- d'une clôture, d'un portail et des plantations ;
- d'un panneau d'information pour les usagers ;
- d'une tour de lavage cylindrique en PEHD de 8,00 m de haut et de 2,20 m de diamètre ;
- d'un bâtiment de compostage de boues dont le pan sud du toit est équipé de panneaux photovoltaïques sur une surface de l'ordre de 1 250 m².

Les différentes surfaces de travail sont dimensionnées pour le stockage et les manœuvres des véhicules ; elles sont affectées aux fonctionnalités suivantes :

- réception, tri et contrôle des déchets entrants ;
- aires de stockage des matières premières ;
- aires de broyage du bois et des déchets végétaux ;
- aire de fermentation ;
- aire de criblage ;
- aire de maturation du compost ;
- aire de stockage du compost mûr ;
- stockage des produits valorisables.

Les aires de fabrication et de stockage des déchets fermentescibles sont imperméabilisées et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.

L'entreposage des déchets et matières entrants se fait de manière séparée de celui des composts et déchets stabilisés, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis sont stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité.

L'aire de stockage des composts finis ou des déchets stabilisés est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts ou des déchets stabilisés fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.

ARTICLE 5 – NATURE ET ORIGINE DES DÉCHETS TRAITES ET STOCKÉS SUR LE SITE

L'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2010 est complété comme suit :

Le site dispose d'installations de stockage de déchets verts, de palettes, de bois, de broyat, de produits fermentescibles, de liquides mélangés à du structurant, de compost (produit fini) et de produits destinés à l'épandage.

La nature et l'origine des déchets pouvant être accueillis et traités sur le site sont :

- les matières organiques d'origine végétale n'ayant pas subi de traitement (déchets verts, ligneux, paille, résidus de jardinage et des espaces verts) ;
- la fraction fermentescible des ordures ménagères ;
- les biodéchets ;
- les déchets ménagers fermentescibles ;
- le bois de palette non traité, le bois non dangereux des déchetteries communales ou privées, le bois de sylviculture et ses connexes ;
- les résidus de production agricole, primeurs ;
- les boues de station d'épuration urbaines et de potabilisation ainsi que les digestats et les boues de stations d'épuration industrielles présentant des caractéristiques comparables à celles des boues de stations d'épuration urbaines ;
- les boues de la fosse toutes eaux située sur le site ;
- les graisses alimentaires ;
- les matières du nettoyage, de l'assainissement ou du curage ;
-
- les refus de fabrication et résidus organiques de process de l'industrie agroalimentaire à l'exception des sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 ;
- les matériaux inertes (terres, argiles, loess, tourbe, sable, plâtre, cendres provenant du chauffage de bois des chaufferies, carbonate de calcium, chaux) et les engrais minéraux.

Le déconditionnement pour leur traitement de certains déchets listés ci-avant est autorisé. Par ailleurs, l'ensemble des déchets doit prioritairement provenir des déchetteries, collectivités, entreprises et industries du département de l'Oise.

Sur une année de production, les déchets hors Oise provenant d'une zone de 75 km autour du site ne doivent pas représenter plus de 33 % de la capacité nominale de la plate-forme.

Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente que celle mentionnée dans cet arrêté susceptible d'entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'exploitation initiale est portée à la connaissance du préfet, direction départementale des territoires, bureau de l'environnement, avant sa réalisation.

L'exploitant met à la disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs du respect de cet article.

ARTICLE 6 – PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES SUR TOITURE

L'exploitant respecte les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, articles 28 à 44.

Le classement Broof(t3) est obligatoire pour l'ensemble du système mis en œuvre en toiture comprenant :

- le support d'étanchéité ;
- l'isolant support d'étanchéité ;
- le revêtement d'étanchéité ;
- les panneaux photovoltaïques mis en œuvre.

Afin de pouvoir agir face au risque d'incendie et aux risques collatéraux de choc électrique et d'échauffement, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

- il rédige et met à disposition les documents techniques qui sont utiles à une intervention des services de secours ;
- il fait installer un dispositif de système d'alarme dans l'unité de production, ainsi que des dispositifs de coupures relatifs ;
- il protège correctement les parties électriques : onduleurs de l'installation photovoltaïques, batteries et autres matériels ;
- il met en place une signalisation visible et évidente ;
- il facilite l'accès aux points d'eau à proximité (pour favoriser l'intervention des secours par pompage).

ARTICLE 7 – PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de l'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérécourse citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Senlis, le maire d'Ermenonville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric BOVET

